



Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les communes

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2019 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2019 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	4 758 468,99 €
- résultat d'investissement hors reports :	624 076,88 €
- solde des reports d'investissement :	-70 867,30 €
- Excédent de financement de la section d'investissement :	553 209,58 €

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'affecter l'excédent de fonctionnement 2019 à la section de fonctionnement pour un montant de 4 758 468,99 € ;
- de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :624 076,88 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :4 758 468,99 €
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133300-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.